

Bibliographie

La formation au service de l'insertion professionnelle des jeunes en Afrique subsaharienne

Octobre 2014

Introduction

En Afrique subsaharienne, 60 % de la population, soit 200 millions de jeunes de 15 à 24 ans, a moins de 25 ans et 11 millions de jeunes entrent chaque année sur le marché du travail*. Malgré une croissance économique soutenue depuis des années et des progrès en termes d'éducation et de formation, la question de l'emploi des jeunes et de leur employabilité reste un défi majeur pour les pays.

Pour relever le défi de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en Afrique subsaharienne, les institutions internationales préconisent la modernisation des systèmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) formels, informels et non formels axés sur le développement des compétences pour l'emploi et de la capacité d'entreprendre.

Les documents sélectionnés, très récents et le plus souvent accessibles sur Internet, offrent un aperçu de cette situation. La première partie de la bibliographie porte sur la situation économique et démographique et sur le marché du travail en Afrique subsaharienne. La deuxième partie sur la formation professionnelle et les dispositifs d'insertion mis en place comprend des études transnationales et nationales. Une sitographie complète l'ensemble.

* *Youth employment in Sub-Saharan Africa*, rapport de la Banque mondiale et de l'AFD, janvier 2014

Sommaire

▶ Introduction	1
▶ Contexte démographique et économique	2
▶ Formation professionnelle, développement des compétences et dispositifs d'insertion	3
▶ Sitographie	8

Contextes démographique et économique

BENJAMIN Nancy, MBAYE Ahmadou Aly

Les entreprises informelles de l'Afrique de l'ouest francophone : taille, productivité et institutions

Washington : Banque mondiale, 2012, 273 p., bibliogr., (L'Afrique en développement)

<http://goo.gl/gg8MxB>

En Afrique, 7 à 10 millions de jeunes entrent chaque année sur le marché du travail. Très peu d'études portent sur le secteur informel qui emploie pourtant la plupart des travailleurs et a un rôle central en termes de croissance économique et d'inclusion sociale. La publication étudie la réalité des entreprises du secteur informel en Afrique de l'Ouest francophone (Sénégal, Gambie, Bénin, Nigéria) : poids dans l'économie nationale, relations avec l'État, sources de financement, productivité. Elle identifie les voies et les moyens visant à augmenter leur productivité, insistant ainsi sur la faiblesse des institutions et de la gouvernance et sur les obstacles culturels à la formalisation.

SÉNÉGAL, GAMBIE, BÉNIN, NIGÉRIA

BIT : Bureau international du travail

Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Afrique Sub-Saharienne

Genève : BIT, février 2014, n° 10, 81 p., bibliogr.

<http://goo.gl/PqxXFU>

Le rapport présente les résultats d'enquêtes sur la transition vers la vie active mises en œuvre en 2012 ou 2013 dans huit pays d'Afrique Sub-Saharienne (Bénin, Libéria, Madagascar, Malawi, Ouganda, Tanzanie, Togo et Zambie). Les indicateurs donnent une image détaillée de la jeunesse sur le marché du travail dans une partie du monde où l'information sur le marché du travail est rare et sporadique. [d'après résumé éditeur]

BÉNIN, MADAGASCAR, LIBÉRIA, TOGO, MALAWI, OUGANDA, ZAMBIE, TANZANIE

CLING Jean-Pierre dir., LAGREE Stéphane dir., RAZAFINDRAKOTO Mireille dir., et al.

L'économie informelle dans les pays en développement

Paris : AFD, 2012, n° 6, 363 p., (Conférences et séminaires)

<http://goo.gl/UXA0wD>

Améliorer la connaissance de l'économie informelle pour la mise en œuvre de politiques adaptées est un enjeu majeur de développement. La seconde partie de la publication porte sur les contraintes économiques, institutionnelles et sociales en Afrique subsaharienne. Elle traite notamment du secteur informel à Madagascar, au Cameroun et de ses performances économiques en Afrique de l'Ouest.

MADAGASCAR, CAMEROUN, AFRIQUE DE L'OUEST

DE VREYER Philippe ed., ROUBAUD François ed.

Urban labor markets in Sub-Saharan Africa

Paris : AFD, Washington : Banque mondiale, 2013, 428 p., bibliogr.

<http://goo.gl/ApbbJz>

L'ouvrage porte sur le fonctionnement du marché du travail en Afrique sub-saharienne (chômage, inégalités, migration, travail des enfants..). Il donne des statistiques descriptives détaillées sur certains aspects des marchés du travail urbains, suivies d'analyses et de recommandations pour de futures recherches. Les auteurs s'appuient sur des enquêtes sur la population active menées dans les années 2000 dans sept capitales d'Afrique de l'Ouest et dans certains pays.

CAMEROUN, MADAGASCAR, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

FILMER Deon, FOX Louise, BROOKS Karen, et al.

Youth employment in Sub-Saharan Africa

Washington : Banque mondiale, Paris : AFD, 2014, n° 84083 v2, 251 p., (Africa development forum)

<http://goo.gl/jci5hZ>

Le rapport s'attache d'abord à esquisser la dynamique actuelle du défi de l'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne. Il évoque notamment la transition démographique à l'origine de la forte augmentation de la population des jeunes sur les marchés du travail africains, les opportunités d'emploi inexploitées dans le secteur agricole, les aspirations des jeunes et des décideurs axées sur le secteur de l'emploi salarié, au détriment du secteur agricole et des entreprises familiales. Le rapport analyse ensuite les obstacles que rencontrent les ménages et les entreprises pour augmenter leur productivité et identifie les domaines où l'action gouvernementale pourrait intervenir.

HUYGHE MAURO Annick, BARLET Sandra, GAURON André

L'insertion des jeunes en Afrique subsaharienne : de quoi parle-t-on ?

Paris : AFD, juin 2013, 15 p.

<http://goo.gl/x2owmX>

L'emploi des jeunes est un enjeu majeur de plus en plus pris en considération par les gouvernements, leurs partenaires techniques et financiers, mais également les acteurs locaux et les organisations de solidarité internationale. En Afrique subsaharienne, les acteurs cherchent à aider les jeunes à gagner en autonomie sociale et financière et, dans les contextes de crise de nombreux pays, à apporter des réponses opérationnelles. Il semble nécessaire de tirer des enseignements des initiatives existantes ou passées pour mutualiser la réflexion. [d'après résumé éditeur]

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

Perspectives économiques en Afrique - Développement humain en Afrique

Tunis : BAfD, Paris : OCDE, New York : PNUD 2014, 112 p., bibliogr.

<http://goo.gl/eWW1qz>

Les perspectives macro-économiques de l'Afrique restent favorables, grâce à un taux de croissance moyen qui s'est maintenu autour de 4 % en 2013, une performance supérieure aux 3% de croissance enregistrés par l'économie mondiale. Le quatrième chapitre sur le développement humain traite des avancées obtenues et met en évidence les conséquences de l'exclusion, des inégalités entre sexes et d'un développement non durable. Il revient également sur les bonnes pratiques et les enseignements d'un développement humain équitable et durable.

Formation professionnelle, développement des compétences et dispositifs d'insertion

ADAMS Arvil V., JOHANSSON DE SILVA Sara, RAZMARA Setareh

Improving skills development in the informal sector: strategies for Sub-Saharan Africa

Washington : Banque mondiale, 2013, 268 p., bibliogr., (Directions in development)

<http://goo.gl/Qg39LF>

Pour les auteurs, il est essentiel d'améliorer la productivité du secteur informel devenu une caractéristique persistante du paysage économique d'Afrique subsaharienne. La publication s'intéresse notamment à la formation et l'enseignement techniques et professionnels (EFTP) formel et informel ainsi qu'aux stratégies de développement des compétences au Ghana, au Kenya, au Nigeria, au Rwanda et en Tanzanie. [d'après résumé éditeur]

GHANA, KENYA, NIGÉRIA, RWANDA, TANZANIE

CONFEMEN : Conférence des ministres de l'éducation des pays ayant le français en partage, OIF : Organisation internationale de la Francophonie

Assises sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels : quelles compétences professionnelles et techniques pour une meilleure insertion socio-économique des jeunes ? : Actes 4-7 septembre 2012, Ouagadougou, Burkina Faso

Dakar : CONFEMEN, décembre 2012, 372 p.

<http://goo.gl/mjtJCg>

Les Actes des assises traitent de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels orientés vers l'acquisition des compétences requises par le marché de l'emploi : orientation politique et structures gouvernementales ; gestion centrale de la formation formelle et informelle et développement des compétences comme responsabilité partagée.

BURKINA FASO, SÉNÉGAL, ILE MAURICE, MALI, QUÉBEC, TUNISIE, LAOS, ROUMANIE, BÉNIN

KING Kenneth ed.

Vers un nouveau monde global du développement des compétences ? Au tour de l'ETFP de se faire une place

La lettre du NORRAG, septembre 2011, n° 46, 67 p., bibliogr.

<http://goo.gl/ucSGpQ>

Repenser l'enseignement technique et la formation professionnelle (ETFP) et renforcer les compétences pour sortir de la crise, la formation dans le secteur informel : telles sont les thématiques abordées par le numéro. Si les cadres nationaux de qualifications professionnelles, la formation basée sur les compétences et orientée sur la demande sont très populaires, elles sont encore insuffisamment étayées. Un article porte sur la recherche en développement des compétences techniques et professionnelles en Afrique de l'Ouest et sur les politiques menées en Afrique du Sud.

AFRIQUE DU SUD, AFRIQUE DE L'OUEST

KING Kenneth, PALMER Robert

Planifier le développement des compétences techniques et professionnelles

Paris : UNESCO, 2011, n° 94, 161 p., (Principes de la planification de l'éducation)

<http://goo.gl/OCcAoa>

Le développement des compétences a pris de l'importance dans la plupart des pays. La diversité des modalités de sa mise en œuvre implique plusieurs ministères et administrations et rend difficile un état des lieux national. L'ouvrage met en évidence les rapports existant entre les compétences et l'économie du savoir dans un monde de plus en plus compétitif. Le développement des compétences a suscité de nombreuses réformes dont certaines, « à la mode », risquent d'être adoptées sans preuves suffisantes de leur efficacité. [d'après résumé éditeur]

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Pôle de Dakar, UNESCO : Organisation des nations unies pour l'éducation la science et la culture, UNICEF : Fonds des nations unies pour l'enfance, Banque mondiale

Guide méthodologique pour l'analyse sectorielle de l'éducation : volume 2

Dakar : Pôle de Dakar, septembre 2014, 319 p., bibliogr., annexes

<http://goo.gl/94spXT>

Le guide propose des méthodes pour effectuer une analyse complète du secteur de l'éducation dans les pays en développement. Il met les gouvernements au centre du processus et favorise les réformes. Le 1^{er} volume aborde plusieurs thèmes (contexte du développement du secteur de l'éducation, scolarisation, efficacité interne, coût et financement, qualité, capacité et gestion du système, efficacité externe et équité). Le second volume porte sur le développement de la petite enfance, l'enseignement supérieur, l'alphabétisation et l'éducation non formelle et l'enseignement technique et la formation professionnelle (EFTP). Cette dernière partie définit et présente tout d'abord les différents systèmes d'offre et de structures (formels, informels et non-formels) : durée et type d'enseignement, groupes cibles, modalité d'assurance qualité, prestataires de formation. Elle s'intéresse ensuite à la performance de ces systèmes de formation : accès, équité, qualité des formations (enseignants, *curricula*, ressources de formation, assurance qualité), efficacité externe (valeur des qualifications sur le marché de l'emploi, accès à des formations sur la création d'entreprise, etc.), coûts, financement et dépenses.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

ROSE Pauline dir.

Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2012 : jeunes et compétences : l'éducation au travail

Paris : UNESCO, 2012, 541 p.

<http://goo.gl/YIWHIN>

Pour les 57 millions de jeunes de 15 à 24 ans n'ayant pas achevé le cycle primaire en Afrique subsaharienne, il est important pour eux d'avoir une deuxième chance d'acquérir les compétences fondamentales. La deuxième partie de la publication, centrée sur le développement des compétences des jeunes pour l'emploi, identifie trois grands types de compétences indispensables : les compétences fondamentales (lecture, écriture, calcul), les compétences transférables (capacité à résoudre des problèmes et à communiquer des informations, créativité...) et les compétences techniques et professionnelles. Le rapport définit les voies d'accès aux compétences sur lesquels il convient de cibler l'action politique.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE, ASIE

Études transnationales

AZOH François-Joseph, WEYER, Frédérique CARTON Michel

La recherche sur les compétences techniques et professionnelles permettant l'insertion : état des lieux contraintes et perspectives dans trois pays de l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Ghana)

NORRAG: Network for policy research, février 2012, 50 p., bibliogr.

<http://goo.gl/dwZyth>

On assiste, en Afrique subsaharienne, à un regain d'intérêt pour la question du développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP). L'étude sur le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Ghana, vise à dresser un inventaire des recherches menées ces vingt dernières années sur le DCTP, à identifier les attentes et les besoins des acteurs et à dégager des propositions de recherche prioritaires. Elle comprend une analyse de la recherche en éducation et en formation en Afrique de l'Ouest ainsi que deux études comparatives similaires menées en Afrique du Sud et en Amérique latine.

BURKINA FASO, COTE D'IVOIRE, GHANA

BARLET Sandra, BARON Christian, LEJOSNE Nicolas

Métiers porteurs : le rôle de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'insertion professionnelle à partir de l'analyse de trois pays en développement

Paris : AFD, avril 2011, n° 111, 89 p., (Document de travail de l'AFD)

<http://goo.gl/Vg6U63>

L'étude vise à mieux comprendre le rôle de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'insertion professionnelle dans le développement de "métiers porteurs". Une partie du document traite ainsi de l'état des progrès réalisés et à poursuivre dans le domaine de la formation technique et professionnelle : si les politiques en place vont dans le bon sens, elles disposent d'encore trop peu de moyens, l'apprentissage traditionnel est insuffisamment soutenu et le secteur privé trop peu impliqué. L'étude s'appuie sur l'analyse de trois pays (Madagascar, Congo, Sénégal), qui en dépit de réelles difficultés économiques, ont mené des expériences pilotes.

MADAGASCAR, CONGO, SÉNÉGAL

GAURON André, SAVADOGO Boubakar, BAUR Michaela, et al.

Droit à l'éducation et au travail décent : la mise en œuvre de politiques d'enseignement et de formation professionnels post-primaires au service d'une société des compétences : actes du séminaire régional - Ile de La Réunion - 26-28 mai 2010

Sèvres : CIEP, 2011, 87 p., annexes

Le séminaire régional (Afrique du Sud, Burundi, Kenya, Madagascar, Ile Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Tanzanie et Union des Comores) a réuni des représentants des institutions nationales (CIEP, ministère des affaires étrangères et européennes, ministère de l'éducation nationale, AFD, GTZ, Lux-Développement, Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement), régionales (Commission de l'Océan indien, Département de La Réunion, Région de La Réunion, ADEA) et internationales (OIF, Commission européenne) engagées en faveur de la coopération dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle. Il a mis en évidence l'existence d'un large consensus sur la nécessité d'améliorer la qualité des enseignements du primaire et de développer des systèmes professionnalisants après le primaire. Plusieurs sujets ont été débattus : les dispositifs post-primaires, les compétences pour la croissance et l'insertion sociale, le pilotage des systèmes, la certification, l'insertion et la mobilité. Après avoir dressé un état des lieux, les actes restituent les échanges d'expériences et font la synthèse des travaux. Une analyse problématisée prolonge les débats.

AFRIQUE DU SUD, BURUNDI, KENYA, MADAGASCAR, ILE MAURICE, MOZAMBIQUE, NAMIBIE, SEYCHELLES, TANZANIE, COMORES

ROBB Alicia éd., VALERIO Alexandria éd, PARTON Brent éd.

Entrepreneurship education and training: insight from Ghana, Kenya and Mozambique

Washington : Banque mondiale, 2014, n° 88657, 108 p., bibliogr., (World Bank studies)

<http://goo.gl/Jo19SB>

Le rapport résume les principales conclusions de trois études sur les programmes d'éducation et de formation à l'entrepreneuriat au Ghana, au Kenya et au Mozambique. Il cherche à analyser la mesure dans laquelle ces programmes répondent aux besoins des entrepreneurs locaux et présente les résultats de la recherche mondiale visant à éclairer mieux répondre aux besoins locaux.

GHANA, KENYA, MOZAMBIQUE

UNESCO : Organisation des nations unies pour l'éducation la science et la culture

Status of in the SADC region: assessment and review of technical and vocational education and training (tv et) in the southern African development community region and of the development of a regional strategy for the revitalisation of tv et

UNESCO/Paris, 2013, 105 p., bibliogr.

<http://goo.gl/C8wqHt>

La publication plaide pour le développement d'une stratégie régionale de modernisation du système d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) en *Southern African Development Community* : apprentissage avec les nouvelles technologies, mise en place d'un cadre de qualifications et de l'assurance qualité, cohérence des politiques, réforme de la gouvernance nationale, participation de l'employeur, rôle du secteur privé et nouvelles modalités de financement.

PAYS DE LA SOUTHERN AFRICAN DEVELOPMENT COMMUNITY

Études nationales

DIENE Ibra, DIOP Ndeye Ngone, GUEYE Laty

Triennale de l'éducation et formation en Afrique (Ouagadougou, Burkina Faso 12-17 février 2012) : promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique : comment concevoir et édifier une réponse efficace des systèmes d'éducation et de formation / Sous-thème 2 : développement des compétences techniques et professionnelles tout au long de la vie pour une croissance socio-économique durable de l'Afrique : quelles stratégies pour une réforme induisant le développement de compétences professionnelles facilitant l'accès à l'emploi ?

Maputo : ADEA, 2012, 35 p.

<http://goo.gl/1PNgwQ>

La réforme de l'enseignement technique et de la formation professionnelle entreprise au Sénégal depuis 2001 vise notamment à développer l'accès à la formation, à améliorer la qualité de l'offre de formation par une adéquation formation/emploi, à soutenir l'insertion professionnelle et à privilégier le partenariat public/privé. Mais, le plan de développement des compétences en œuvre se heurte à des contraintes d'ordre structurel (accès, pilotage, insuffisance du budget, non optimisation des ressources générées, non maîtrise des coûts d'investissement).

SÉNÉGAL

VILLEGAS Johanne

Insertion sociale et professionnelle des jeunes en Afrique subsaharienne : capitalisation de deux initiatives non gouvernementales en Mauritanie et au Mozambique

CFSI : Comité français pour la solidarité internationale, 2013, 79 p.

<http://goo.gl/AalzEW>

L'insertion socio-professionnelle des jeunes est une question nouvelle dans les pays du Sud qui concerne plusieurs acteurs : les États mais aussi les institutions publiques chargées de la formation professionnelle et de l'emploi, les centres de formation publics et privés appelés à adapter leur offre aux besoins du marché, les entreprises des secteurs formel et informel à la recherche d'une main d'œuvre qualifiée, les institutions financières et les associations d'insertion. Quels sont les principaux apports et les limites des partenariats développés pour améliorer l'insertion des jeunes ? Dans quelle mesure contribuent-ils à la consolidation des dispositifs d'insertion et à leur pérennisation ?

MAURITANIE, MOZAMBIQUE

WALTHER Richard, SAVADOGO Boubakar Savadogo

Les coûts de formation et d'insertion professionnelles : les conclusions d'une enquête de terrain au Burkina Faso

Paris : AFD, août 2010, n° 98, 90 p. disponibles sur le site de l'[AFD](#), bibliogr., (Document de travail de l'AFD)

<http://goo.gl/kSYVv6>

Comme la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, l'économie très rurale et informelle du Burkina Faso nécessite de cibler le développement des compétences sur les métiers de l'agriculture et de la micro et petite activité. Il s'agit notamment d'élever le niveau des qualifications, de développer des types de parcours de formation et d'insertion dans des métiers porteurs en associant acteurs économiques et professionnels. L'étude décrit les dispositifs et parcours de formation et de qualification (formels, non formels ou informels) en place, analyse la structuration des coûts et les coûts unitaires disponibles. [d'après résumé éditeur]

BURKINA FASO

Sitographie

Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)/Pôle de qualité sur le développement des compétences techniques et professionnelles (PQIP – DCTP)

Créé en 2010, le Pôle de qualité de l'ADEA sur le développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP) vise le partage et la mutualisation d'expériences, de stratégies et de politiques en ce domaine, l'objectif final étant la mise en œuvre efficace de politiques et d'actions au service du développement accéléré et durable de l'Afrique. Le PQIP-DCTP regroupe actuellement 25 pays anglophones, francophones et lusophones de toutes les régions d'Afrique.

<http://www.adeanet.org/PQIP-DCTP/fr>

Conférence ministérielle sur l'emploi des jeunes : formation, insertion et emploi des jeunes en Afrique, Abidjan, 21 - 23 juillet 2014

Organisée par le PQIP – DCTP, la conférence a traité des questions de formation, d'insertion professionnelle et d'emploi des jeunes. Le programme, la note conceptuelle, les rapports pays, les synthèses des études pays, les conclusions des rapports pays, le Plan d'action de coopération inter-pays (2014 - 2017), le Plan de développement PQIP - DCTP (2014 - 2017) et la déclaration des ministres sont téléchargeables sur le [site](#). Les [rapports pays](#) portent sur les politiques et les dispositifs d'insertion professionnelle et de création d'emplois (contexte socio-économique, diagnostic de l'emploi, difficultés d'accès des jeunes au monde du travail et dispositifs pour y remédier, mesures en projet ou en cours dans le domaine du DCTP, mesures pour favoriser la création de l'emploi, expérience significative d'insertion ou d'emplois des jeunes).

Agence française de développement (AFD)

Éducation – Formation – Emploi : la jeunesse au cœur du développement

Cartographie des projets et études soutenus par l'AFD en matière de formation et d'insertion professionnelle des jeunes

Paris : AFD, 2014, 61 p.

<http://goo.gl/jSCzP2>

L'AFD soutient des projets d'insertion professionnelle dans les pays d'Afrique subsaharienne : formations aux métiers de l'artisanat ; développement d'une offre de formation professionnelle en adéquation avec les besoins en compétences des entreprises formelles/informelles ; rénovation de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (orienter la formation des jeunes vers les besoins en compétences des entreprises et des secteurs porteurs de l'économie), etc.

Compétences professionnelles supérieures : un projet régional

En Afrique subsaharienne (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo), le projet vise à structurer la création d'un réseau d'expertise régionale de formations professionnelles dans l'enseignement supérieur. Il s'agit de créer un espace de dialogue, de formation et de production intellectuelle sur le développement de la formation professionnelle aux niveaux politique, institutionnel, économique et universitaire. Le réseau contribue à la structuration de cellules universités-entreprises pour une meilleure employabilité par l'adéquation compétences-formations et au mouvement vers l'harmonisation de l'offre de formation par une réflexion sur l'habilitation des diplômés. Il regroupe des acteurs institutionnels (représentants des ministères de l'enseignement supérieur), universitaires (recteurs d'universités, directeurs de programmes de formations, chefs d'établissements, etc.), économiques (représentants du secteur privé, etc.) et de la société civile (organismes et établissements de formation supérieure, ONGs, organisations étudiantes, etc.).

<http://www.afrique-cps.fr/>

Nos ressources documentaires

Pour s'abonner à la « veille éditoriale » (périodicité mensuelle)

Tous les mois, le Centre de ressources et d'ingénierie documentaires édite une veille éditoriale qui recense l'ensemble des documents reçus et intégrés au fonds documentaire durant le mois précédent. Ces références sont classées selon leur thématique.

Pour s'abonner à la veille : <http://www.ciep.fr/selection/index.php>

Les archives sont consultables par date, http://www.ciep.fr/selection/archives_date.php et par thème, http://www.ciep.fr/selection/archives_theme.php

Autres ressources documentaires à consulter :

Bibliographies : dernières publications

Pratiques et dispositifs de raccrochage scolaire (septembre 2014)

http://www.ciep.fr/sites/default/files/atoms/files/biblio-flash_politiques-dispositifs-raccrochage-scolaire.pdf

La pédagogie des grands groupes (novembre 2013)

<http://www.ciep.fr/sites/default/files/migration/biblio-flash/docs/biblio-flash-pedagogie-grands-groupes.pdf>

Les langues et l'emploi au Maghreb (mai 2013)

<http://www.ciep.fr/bibliographie/bibliographie-langues-et-emploi-au-maghreb.pdf>

Le centre de ressources et d'ingénierie documentaires

- ▶ Il est ouvert aux étudiants, enseignants et chercheurs du mercredi au vendredi de 9h à 18h sur rendez-vous.
- ▶ Téléphone : 33 (0)1 45 07 60 84
- ▶ Courriel : crid@ciep.fr

Créé en 1945, établissement public national depuis 1987, le CIEP est l'opérateur public de référence du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, principal partenaire opérateur du ministère des affaires étrangères et du développement international pour la langue française. Il contribue à la réflexion dans le domaine de la coopération internationale en éducation et s'appuie, pour conduire ses actions, sur un réseau d'experts et de partenaires nationaux et internationaux, ainsi que sur le savoir-faire d'une équipe de 250 personnes.

Il est l'opérateur public de référence en charge de la coopération internationale en éducation, au cœur de partenariats français et étrangers. Il comprend deux pôles d'activités, l'éducation (enseignement général, supérieur et professionnel, reconnaissance des diplômes) et les langues (langue française, évaluation et certifications en français, langues étrangères et mobilité). C'est également un espace d'information et de réflexion et un lieu d'accueil de séminaires et de conférences internationales.